



Liberté . Égalité . Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DU HAUT-RHIN

Direction des Collectivités
Locales et de
l'Environnement

Bureau des Installations
Classées

DR/AG

ARRETE

n° **000923** du **30 MARS 2000** portant
renouvellement de l'autorisation temporaire accordée à la Société TREDECO
d'exploiter un dépôt de terres polluées, sur le ban communal d'Illzach, au
Port autonome de Mulhouse sur le site de la Société SOGEMA

LE PREFET DU HAUT-RHIN
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi susvisée, et notamment son article 23 ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 992476 du 6 octobre 1999 portant autorisation temporaire pour six mois d'exploiter un dépôt de terres polluées, par la Société TREDECO, sur le ban communal d'Illzach, au port autonome de Mulhouse sur le site de la Société SOGEMA ;
- VU la demande du 27 octobre 1999 présentée par la Société TREDECO, en vue d'obtenir le renouvellement de l'autorisation temporaire accordée par l'arrêté préfectoral n° 992476 ;
- VU le rapport du 15 mars 2000 de l'inspecteur des Installations Classées de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement ;
- SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du HAUT-RHIN,

ARRETE

Article 1^{er} : Renouvellement de l'autorisation

L'autorisation temporaire d'exploiter un dépôt de terres polluées sur le ban communal d'Illzach au port autonome de Mulhouse, accordée par arrêté préfectoral n° 992476 du 6 octobre 1999 à la Société TREDECO, dont le siège social est au 62 rue Jeanne d'Arc – 75013 PARIS, est renouvelée pour six mois à compter du 6 avril 2000.



.../...

Bicentenaire du CORPS PREFECTORAL

Article 2 : Prescriptions techniques

Les prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral n° 992476 du 6 octobre 1999 sont maintenues pendant la période de renouvellement de l'autorisation.

Article 3 : Exécution

Un avis faisant connaître qu'une copie de l'arrêté d'autorisation est déposée à la mairie d'Illzach et mise à la disposition de tout intéressé sera inséré par les soins du service instructeur et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux.

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché à la mairie d'Illzach pendant une durée minimum d'un mois et affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Le Secrétaire Général de la Préfecture du HAUT-RHIN, le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement chargé de l'inspection des Installations Classées et les Inspecteurs des Services d'Incendie et de Secours sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.



Pour ampliation
Pour le Préfet
et par délégation
Le Chef de Bureau :


Christian AULEN

Fait à COLMAR, le 30 MAR 2000

Le Préfet,

Pour le Préfet,
et par délégation,
Le Secrétaire Général

Signé : O. LAURENS-BERNARD

Délais et voie de recours (article 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement).

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif, le délai de recours est de deux mois à compter de la notification pour le demandeur ou pour l'exploitant, il est de 4 ans pour les tiers à compter de l'affichage ou de la publication de la présente décision.